

LA PLANÈTE UNIFORME (Extraits)

La mondialisation, ou globalisation comme disent les Anglo-Saxons, est un concept à la mode. Les évolutions récentes l'imposent ; il fait partie de l'esprit du temps. En quelques années, sinon en quelques mois, tous les problèmes sont devenus globaux : la finance et les échanges économiques, bien sûr, mais aussi l'environnement, la technique, la communication, la publicité, la culture et même la politique. Aux États-Unis surtout, l'adjectif global s'est retrouvé accolé à tous ces domaines. On parle des pollutions globales, de la télévision globale, de la globalisation de l'espace politique, de la société civile globale, de la gouvernance globale, du technoglobalisme, etc. Sans doute, le phénomène qui se cache derrière les mots n'est pas si nouveau. Des voix prophétiques annonçaient depuis plusieurs décennies l'avènement d'un "village planétaire", des spécialistes parlaient d'occidentalisation, d'uniformisation ou de modernisation du monde, et les historiens en décelaient tous les symptômes dans des évolutions de longue durée.

La mondialisation, sous l'apparence d'un constat de fait neutre, est aussi un slogan qui incite à agir dans le sens d'une transformation souhaitable pour tous. Le mot d'ordre a été lancé par les firmes transnationales et par le gouvernement américain. Le vocable est loin d'être innocent, il laisse entendre qu'on serait en face d'un processus anonyme et universel bénéfique pour l'humanité et non entraîné dans une entreprise souhaitée par certains et à leur profit, présentant des risques énormes et des dangers considérables.

La mondialisation, c'est, bien sûr, la mondialisation des marchés. Toutefois, la mondialisation trouve ses racines dans le projet même de la modernité de construire une société rationnelle. Ses formes économiques ne sont pas les seules, elles ne sont peut-être pas les plus décisives. La mondialisation technique, la mondialisation culturelle sont au moins aussi importantes. Toutes les formes sont complémentaires et interdépendantes. Pas d'interconnexion des bourses de valeurs, et donc pas de marché financier mondial sans satellites de télécommunication, pas de réseau mondial de transport sans système de commande par ordinateur. Le projet de GII, global information infrastructure, impulsé par les États-Unis, consistant à développer des "autoroutes de l'information" (un "réseau de réseaux") vise explicitement à la création d'un marché mondial plus généralisé, plus instantané. Pas de mondialisation économique sans mondialisation technologique et sans "culture" mondialisée (les ordinateurs, par exemple, fonctionnent en anglais international...). Tous ces phénomènes concourent à la mise sur orbite d'une organisation techno-économique d'essence occidentale.

"Il nous appartient de construire une communauté mondiale dans laquelle les citoyens de pays voisins se regarderaient non comme des ennemis potentiels, mais comme des partenaires potentiels, tous membres d'une grande famille humaine reliés par une chaîne aux maillons de plus en plus nombreux. (...) Elle rendra possible la création d'un marché mondial de l'information, où les consommateurs pourront acheter et vendre. (...) La croissance mondiale peut s'enrichir de plusieurs centaines de milliards de dollars si nous nous engageons sur la voie de la GII." Discours du vice-président Al Gore à l'International Télécommunication Union, Buenos Aires, le 21 mars 1994. Extraits tirés de "Multimédia et communication à usage humain", *Dossier pour un débat* n° 56, Fondation pour le progrès de l'homme, 1996, pp. 78-87.

L'effondrement des systèmes économiques planifiés et la dérégulation dans les pays capitalistes ont entraîné une mondialisation sans précédent des marchés. Toutefois, la mondialisation de l'économie ne se réalise pleinement qu'avec sa réciproque, l'économicisation du monde, c'est-à-dire la transformation de tous les aspects de la vie en questions économiques, sinon en marchandises. Sous cette forme plus significative, en étant économique, la mondialisation est de fait technologique et culturelle, et recouvre bien la totalité de la vie de la planète. La planétarisation du marché n'est nouvelle que par l'élargissement de son champ, raison pour laquelle les anglo-saxons ont créé le néologisme de globalisation. On s'avance ainsi vers une marchandisation intégrale. Pourtant, l'idée et une certaine réalité du marché mondial font partie intrinsèque du capitalisme.

Dès l'origine, le fonctionnement du marché est un fonctionnement transnational, voire mondial. La ligue hanséatique, les places financières de Gênes, de Lyon et Besançon, les opérations commerciales de Venise et de l'Europe du Nord, sans parler des grandes foires (Troyes), sont internationales, sinon mondiales dès les XIIe-XIIIe siècles.

Le triomphe récent du marché, ce qu'on a pu appeler une "nouvelle mondialisation" recouvre en fait trois phénomènes liés qui sont, par ordre d'importance, la transnationalisation des firmes, l'affaiblissement des régulations étatiques à l'Ouest et l'effondrement de la planification à l'Est. Il en faut dire quelques mots pour saisir ce qui est en jeu.

Les firmes transnationales, aussi, comme le marché, existent dès la fin du Moyen Age. Jacques Coeur, les Fugger, la Banque des Médicis, les Grandes Compagnies des Indes, pour ne citer que les exemples les plus célèbres, sont des maisons de commerce implantées sur plusieurs continents et dont le trafic a le monde pour horizon. Est nouveau aujourd'hui le fait que non seulement le capital commercial et bancaire se mondialise systématiquement mais aussi le capital industriel. Renault fait fabriquer ses moteurs en Espagne. Les computers IBM sont usinés en Indonésie, montés à Saint-Omer, vendus aux États-Unis, etc. La division du travail s'est internationalisée. Les entreprises se sont totalement transnationalisées. L'ensemble interconnecté de la mondialisation du commerce, de la mondialisation de la finance et de la mondialisation de l'industrie suscite l'émergence de places "offshore" (déterritorialisées), sans attache ni historique, ni culturelle avec les territoires sur lesquelles elles sont implantées. Les délocalisations massives, les réseaux de sous-traitance, les joint-ventures (entreprises conjointes), jusqu'à la dématérialisation de la production et la montée des services, accélèrent le phénomène. L'un des enjeux de Maastricht est non seulement de pousser plus avant cette transnationalisation au sein de l'Union européenne, mais aussi de permettre aux firmes japonaises, américaines, etc., de coloniser l'espace du marché commun et d'accroître la fluidité des échanges économiques, c'est-à-dire d'obéir aux lois de l'économie. Le principal objectif de l'Uruguay Round, la dernière négociation du GATT (General agreement on tariffs and trade) a été d'étendre cette libéralisation des échanges à l'agriculture et aux services. Un système économique universel complètement déraciné, n'ayant plus d'attaches privilégiées en un lieu particulier, mais poussant des antennes partout est déjà plus ou moins en place. Cette sphère économique-financière vivant hors sol, "câblée" en permanence par les Bourses, les ordinateurs, les banques de données, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, plus ou moins régulée (et dérégulée) par le FMI (Fonds monétaire international), l'O.M.C. (l'Organisation mondiale du commerce) et la Chambre de Commerce Internationale, mais aussi le G7, voire le forum de Davos (réunion informelle des responsables économiques et politiques de la planète), et agissant à travers ces institutions sur les États et sur les sociétés, est sans doute ce qui correspond le mieux au marché abstrait des économistes dont le centre est partout et la circonférence nulle part.

L'affaiblissement des régulations nationales-étatiques est à la fois cause et conséquence de cette transnationalisation. Le compromis entre l'État et le Marché qui s'est solidifié sous la forme la plus forte avec le phénomène des économies nationales comme ensembles interdépendants de branches industrielles et commerciales, a connu ses plus beaux jours avec les "trente glorieuses" (1945-1975) et l'État-providence.

La dynamique du marché qui décloisonne les économies locales et régionales ne s'arrête pas éternellement aux frontières du territoire de la nation. La mondialisation est une extension géographique inéluctable d'une économie systématiquement désenchantée du social depuis le XVIIIe siècle. Cette évolution a été accélérée et voulue par les "maîtres du monde" (ces 2 000 global leaders qui se retrouvent à Davos) qui prônent inlassablement les trois "D" : déréglementation, désintermédiation, décloisonnement.

L'effondrement des économies socialistes a accéléré et renforcé encore le processus. La planification a eu finalement pour rôle historique d'uniformiser l'espace à l'Est et de détruire toute spécificité culturelle qui pourrait faire obstacle au libre jeu des "forces de marché". Il y avait des

échanges, il n'y avait pas la possibilité de déployer un calcul mettant en relation les ressources naturelles d'un immense territoire, et des millions d'hommes, dans toutes les branches, pour tous les produits. Il n'était pas possible d'acheter, de fabriquer, de vendre librement ni de semer la ruine ou la prospérité en fonction d'une marge de profit parfois dérisoire. Le socialisme réel signifiait la pénurie, la médiocrité et la morosité. Par contraste, l'économie de marché paraissait synonyme d'abondance et d'efficacité. De là est née cette fascination pour le modèle et la volonté de s'insérer à tout prix dans le marché mondial.

Pour autant, cette mondialisation sans précédent des marchés ne réalise pas encore le Marché intégral. On désigne ainsi le grand mécanisme autorégulateur prenant en charge la totalité du lien social de la naissance à la mort des atomes individuels. Selon les économistes ultra-libéraux : *"Tout ce qui fait l'objet d'un désir humain est candidat à l'échange. Autrement dit, la théorie économique en tant que telle ne fixe aucune borne à l'empire du marché 1"*. La marchandisation doit donc pénétrer tous les recoins de la vie. Le triomphe de la liberté, le libre accord des individus obéissant à leur calcul d'optimisation, faisant de tout un chacun un entrepreneur et un marchand, est en passe de devenir la loi, la seule loi, d'un anarcho-capitalisme (terme choisi par certains idéologues pour désigner ce rêve d'une économie sans État) total et idéal.

La globalisation désigne aussi cette avancée inouïe dans l'omnimarchandisation du monde. Les biens et les services, le travail, la terre et, demain, le corps, les organes, le sang, le sperme, la location d'utérus entrent dans le circuit marchand. D'ores et déjà avec les services, la banque, la médecine, le tourisme, les médias, l'enseignement, la justice deviennent transnationaux. Instruction est donnée aux représentants des pouvoirs publics américains, partout dans le monde, dans le fil des grandes manoeuvres pour le contrôle du marché des autoroutes de l'information, de prêter main forte aux géants du multimédia en exigeant que les "produits" culturels soient traités comme des marchandises "comme les autres" et les exceptions culturelles comme un banal et nuisible protectionnisme. Le marché mondial actuel, à la différence des "places de marché" anciennes, ces lieux concrets des villes et des villages où s'échangeaient les marchandises traditionnelles, réalise une interdépendance des divers marchés. Il met en communication plus ou moins étroite les marchés des biens, les marchés des services producteurs et les marchés de capitaux.

Seulement, au lieu d'engendrer un équilibre harmonieux pour le plus grand bonheur du plus grand nombre, comme le postulent les libéraux, ce marché total ne peut éviter ni en théorie, ni en pratique des instabilités dangereuses. Les marchés financiers en particulier, dominant de plus en plus les marchés de biens et services. Or, ils obéissent avant tout aux prophéties auto-réalisatrices et s'épanouissent en bulles spéculatives qui peuvent atteindre des dimensions monstrueuses. Les montants des spéculations financières sont sans commune mesure avec les activités productives. La dérégulation, le développement des marchés à terme et l'explosion des produits dérivés font que les changes journaliers dépassent les 1 500 milliards de dollars, soit le double des réserves monétaires (plus que le produit intérieur brut de la France !). Les mouvements financiers représentaient environ 150 000 milliards de dollars en 1993, soit de 50 à 100 fois ceux des mouvements commerciaux annuels. Les économies, et tout spécialement celles du tiers-monde, sont à la merci des fluctuations de ces marchés financiers. L'éclatement de ces bulles spéculatives ébranle le système mondial tout entier, comme on l'a vu avec le Krach de 1987 ou la crise mexicaine. Un gamin de 25 ans en pianotant sur son portable peut mettre en faillite la plus ancienne et la plus respectable banque de la city, la banque Barings. Encore ne s'agissait-il là que de crises mineures ou localisées !

Derrière ces phénomènes nouveaux, on trouve à l'oeuvre des logiques, des processus et des tendances fort anciens. Modernité, Occident, Grande société, mais aussi Développement, Progrès, Rationalité, Technique, autant de maîtres mots qui se renvoient les uns aux autres et peuvent se substituer pour désigner le même complexe de forces. La rationalité économique est au fondement de la recherche techno-scientifique. Le Progrès est la condition, mais aussi le résultat de l'économicisation du monde et de l'accumulation illimitée de capital, de marchandises

et de biens matériels et immatériels. La technique est la condition de la croissance et du développement, mais aussi, dans une certaine mesure, son résultat et son moteur. La mondialisation est bien un autre nom pour désigner l'occidentalisation et l'uniformisation planétaire. On pourrait lui ajouter tous les maîtres mots cités comme qualificatifs, multipliant ainsi les connotations tout en dénotant toujours la même chose. La mondialisation est tout aussi bien moderne, occidentale, développementiste, progressiste, rationnelle et techno-scientifique. "*Le processus qu'on appelle souvent l'occidentalisation de la planète et qui est en fait la technicisation, l'extension du technocosme, ne serait donc pas un accident, une erreur politique réparable mais l'expression d'une nécessité directement issue de l'essence même de la technique et des principes de la techno-évolution...*" Gilbert Hottois, *Le signe et la technique. La philosophie à l'épreuve de la technique*, Paris, Aubier, 1984, p. 200.

Reste que pour comprendre la signification, la portée et les limites du phénomène, il faut prendre la mesure du processus d'uniformisation planétaire, s'interroger sur la nature de l'Occident qui reste l'acteur clef de cette évolution, cerner les dynamiques complexes à l'oeuvre, en analyser les échecs et s'interroger sur ce qui pourrait advenir après.

Il n'y a nulle fatalité pour que l'histoire s'achève en catastrophe. L'avenir étant encore ouvert, les évolutions en cours peuvent être infléchies par l'action de chacun et de tous. Il importe avant tout de briser la prétention des experts à monopoliser les décisions qui nous concernent et qui, de ce fait, incombent à tous. Le présent ouvrage s'efforce de donner une présentation sommaire aussi simple et claire que possible de tous les aspects de la question pour permettre à chacun de se faire son opinion et d'agir en conséquence. Il aura pleinement réalisé son objectif, s'il contribue un tant soit peu à éveiller, avertir et sensibiliser le lecteur sur les enjeux de la dynamique planétaire que nous vivons.

Serge LATOUCHE
Extrait de *La Planète Uniforme*
Editions Climats, Castelnau-le-Lez, 2000, 201 pages,